



Paris, le 14 novembre 2012

Colloque

« Où vont les négociations climatiques internationales ? »

Mercredi 14 novembre 2012

Introduction de Vincent Chriqui,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

Seul le prononcé fait foi

Je suis heureux de vous accueillir au Centre d'analyse stratégique pour cet après-midi de débats **sur l'avenir des négociations mondiales pour la lutte contre le changement climatique.**

Dans moins de 15 jours, s'ouvrira la 18^e rencontre des pays signataires de la Convention Climat, à Doha, au Qatar. Alors que les rapports d'évaluation successifs du GIEC nous montrent qu'**il est urgent d'agir pour empêcher que les modifications du système climatique actuel ne se traduisent, à terme, par des bouleversements irréversibles, la réponse de la communauté internationale semble très loin d'être suffisante.**

Une lueur d'espoir, cependant : **l'année dernière en Afrique du Sud, la même communauté internationale s'est fixé comme objectif, sous l'impulsion de l'Union européenne, de signer en 2015 un accord intégrant l'ensemble des pays, et de le mettre en œuvre à partir de 2020.**

L'Union européenne ne pourra cependant peser dans la préparation de cet accord mondial que si elle comprend que les négociations climatiques sont entrées dans une nouvelle époque **qui me semble dominée par quatre caractéristiques qui conduisent à autant de recommandations concernant la diplomatie européenne dans ces négociations :**

– **depuis maintenant trois ans, autrement dit depuis la conférence de Copenhague et les accords de Cancùn qui l'ont suivie, nous sommes passés, sous l'impulsion des États-Unis et de la Chine, dans un régime dans lequel chaque État choisit son objectif de réduction, sans qu'il ne lui soit imposé.** Autrement dit, Copenhague a marqué un tournant dans l'histoire des négociations climatiques : **l'Union européenne qui désirait lors de ce sommet étendre le protocole de Kyoto à l'ensemble de la planète dans une gouvernance « top down » n'a pas réussi à se faire entendre. Le temps des accords top down me paraît donc révolu : certains, et ils sont nombreux en Europe en auront du regret, mais il faut s'y résoudre pour négocier avec réalisme ;**

– **deuxième caractéristique, cette nouvelle gouvernance implique tous les pays mais ne permet pas aujourd'hui d'enrayer la menace climatique.** Les objectifs mis sur la table par les uns et les autres sont en effet, à l'heure actuelle, insuffisants pour espérer limiter la hausse de la température moyenne mondiale en-deçà de 2°C, et ainsi éloigner l'éventualité de dérèglements aux conséquences graves. **L'enjeu des négociations actuelles pourrait donc se résumer comme suit : trouver, le plus vite possible, un compromis permettant d'engager les principaux émetteurs de gaz à effet de serre dans un accord, où ils s'engageraient d'eux-mêmes à réaliser d'importants efforts de réduction de leurs émissions. Seule la conviction de chaque gouvernement et de son opinion publique que le réchauffement climatique fait peser un grave danger sur notre planète et nécessite des actions immédiates pourra conduire les différents États à relever leurs objectifs.** Pour lutter contre le changement climatique, il faut ainsi convaincre, non seulement les Chefs d'États, mais aussi les populations :

– **troisième caractéristique : cet accord prend de plus en plus une dimension véritablement mondiale :** si, dans la décennie 90, le protocole de Kyoto a concerné essentiellement les pays développés, **le nouvel accord mondial doit intégrer non seulement les États-Unis**, qui ne l'ont jamais ratifié, **la Chine** désormais devenue le premier émetteur mondial, **mais aussi les pays émergents**, dont les émissions sont en forte croissance, **ainsi que les pays en développement**, qui seront les premières victimes des effets du phénomène et qui ont montré l'année dernière à la conférence de Durban qu'ils étaient en mesure de faire pression pour entraîner les négociations vers des objectifs plus ambitieux. **Une diplomatie européenne forte et ambitieuse est donc nécessaire.**

– par ailleurs, et c'est la **quatrième caractéristique, il nous faut tirer les enseignements de la conférence de Rio sur le développement durable.** Je vous engage à cette fin à lire, à relire et à méditer le **deuxième article de l'accord de Rio + 20 : « L'élimination de la pauvreté est le plus grand défi auquel le monde doit faire face aujourd'hui et un préalable indispensable au développement durable. Ainsi sommes-nous déterminés à affranchir d'urgence l'homme de la faim et de la pauvreté ».** On peut le contester et vouloir le rejeter, ce serait cependant une erreur. Le message me semble clair : les pays en développement nous rappellent qu'avant de protéger l'environnement, ils souhaitent que l'on se préoccupe des personnes qui souffrent de la faim et qui n'ont pas le minimum nécessaire pour vivre. En un sens, c'est un constat d'échec, nous ne sommes pas arrivés à montrer que le développement durable pouvait conduire en même temps à protéger la planète et à favoriser le développement économique. **Nous aurions**

cependant tort de vouloir ignorer ce message : si l'Union européenne souhaite réellement parvenir à un accord mondial efficace, elle ne doit pas se concentrer simplement sur la réduction des émissions de GES en faisant l'impasse sur ces questions ; elle doit travailler en concertation avec les émergents et les pays en développement pour trouver des solutions. Elle doit chercher à mieux comprendre la notion d'équité mise en avant dans la négociation par les pays émergents, l'Inde en particulier. Elle doit également favoriser la mise en œuvre de tous les mécanismes qui aident les pays en développement : que ce soit la définition des objectifs du développement durable dans le cadre des suites de Rio + 20, que ce soit la protection des ressources génétiques dans le cadre des accords mondiaux sur la biodiversité, que ce soit enfin, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, les transferts technologiques et financiers en faveur de ces pays – je pense au Mécanisme Technologique et au Fonds Climat Vert, mais aussi au Comité pour l'adaptation, dont le rôle sera crucial pour aider les pays en développement à construire des capacités de réponse. Dans cette optique, ces mécanismes ont certes vocation à protéger notre planète, mais, pas uniquement, ils sont également là pour favoriser la croissance des pays en développement.

Le Président français a proposé que la négociation climatique mondiale se tienne à Paris en 2015 : si le calendrier est respecté, elle pourrait dès lors se conclure par la signature du futur accord.

Une remarque supplémentaire me semble nécessaire sur le « climatoscepticisme ». Ces dernières années, les arguments climatosceptiques ont pris de l'ampleur à l'aune du ralentissement des négociations internationales, de la montée en puissance de préoccupations d'ordres économiques, avec l'arrivée de la crise, mais aussi de la médiatisation de controverses scientifiques. La climatologie est une science jeune, qui naît véritablement après la Seconde guerre mondiale, et, comme toutes les sciences, elle comporte sa part d'incertitudes. Celles-ci existent mais ne remettent pas en cause le consensus de la très grande majorité des chercheurs sur l'existence d'un changement climatique d'origine humaine. Or, **les climatosceptiques vont insister sur ces incertitudes pour remettre en cause auprès de l'opinion publique ce même consensus.** Les controverses qu'ils alimentent dans les médias brouillent ainsi le message de la communauté scientifique. De plus, **la confusion s'accroît** pour le grand public du fait de la médiatisation : **les journalistes sont en effet tenus de présenter les arguments des chercheurs qui défendent le consensus scientifique sur le changement climatique comme ceux de leurs critiques.** Dès lors, les arguments sceptiques peuvent apparaître comme ayant autant de valeurs que les conclusions du GIEC, partagée par la communauté des climatologues.

Il importe donc d'expliquer, de transmettre ce qui fait la nature et la spécificité de la science, c'est-à-dire du caractère intrinsèque de ses incertitudes, mais aussi de rappeler que la réponse climatosceptique est loin de représenter la majorité de la communauté scientifique et ne remet pas en cause la conviction que le changement climatique existe et est d'origine humaine : plusieurs experts nous alertent d'ailleurs sur le fait que la banquise arctique pourrait avoir disparu d'ici quatre ans ! D'autre part, le principe de précaution impose aux responsables politiques de mettre en œuvre des mesures de réponse à l'élévation de la température moyenne mondiale, susceptible d'accroître les épisodes de sécheresse dans certaines parties du monde ou de provoquer l'engloutissement d'autres parties par les océans, pour ne citer que quelques-uns des risques évoqués par le GIEC. La diffusion, notamment sur les médias publics, de campagnes d'informations sur le phénomène climatique et le travail des climatologues, ou encore l'organisation d'expositions interactives qui placent le visiteur dans la « blouse » du chercheur paraissent tout indiqué pour sensibiliser, expliquer, sans culpabiliser ni apparaître dogmatique. Ces campagnes doivent de plus insister non

seulement sur les points de consensus scientifique et sur les effets déjà tangibles du phénomène, mais aussi, et de manière transparente, sur les incertitudes et les sujets de désaccord.

Le colloque d'aujourd'hui va nous donner l'occasion d'aborder deux études que le Centre a confiées, après appel d'offres, à des organismes extérieurs :

– La première table ronde nous amènera à débattre du rapport préparé par Cédric Baecher, Nicolas Dutreix et Romain Ioulalen de la société Nomadéis, Paul Guyot et Jean-Charles Campagne de la société Semiocast et Etienne Collomb de l'Agence K-Minos sur la perception du discours scientifique sur la menace climatique par le grand public dans six pays « clefs des négociations », c'est-à-dire la Chine, les États-Unis, le Brésil, l'Inde l'Afrique du Sud, ainsi que la France. Les auteurs ont analysé les différents canaux d'expression de l'opinion, *via* des sondages et par Internet, ainsi que le discours des médias traditionnels dans ces pays pour reconstituer l'évolution de la prise de conscience des opinions publiques sur le changement climatique, leur niveau d'information et de sensibilisation et l'impact d'éventuels discours climatosceptiques dans ces différents pays.

– La seconde table ronde est consacrée à l'avenir des négociations. Amy Dahan, Directrice de recherche au CNRS et Stefan C. Aykut, Post-doc à l'Institut francilien Recherche, Innovation, Société, ont réalisé une étude qui revient sur un double historique, celui des négociations climatiques internationales et celui de l'élaboration de la politique climatique européenne. Il apparaît ainsi que l'Europe, malgré ses ambitions et malgré le fait qu'elle ait réussi à faire de la lutte contre le changement climatique un instrument de construction communautaire, n'a pas toujours réussi à orienter les négociations onusiennes : le sommet de Copenhague en constitue le meilleur exemple.

Un tout dernier mot pour remercier les discutants de ces rapports, Stéphane Foucart, journaliste au Monde, Daniel Boy, Directeur de recherche au Centre de recherche politique de Sciences Po, Pierre Radanne, ancien Président de l'ADEME, Michel Alberganti, journaliste scientifique, producteur de l'émission « Science Publique » sur France Culture et, pour la conclusion, Paul Watkinson, Chef de l'équipe de négociations climat au ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie... ainsi que Blandine Barreau et Dominique Auverlot qui ont préparé ce séminaire et rédigé les trois notes d'analyse que vous trouverez sous forme de rapport dans votre dossier, aux côtés des deux études que je viens de citer.

Ce rapport présente l'analyse du CAS sur les enseignements de la conférence Rio+20, l'avenir des négociations climatiques internationales et les réponses à apporter à l'accroissement du climatoscepticisme dans l'opinion publique. Outre notre analyse de la situation, sur la base des études que je viens d'évoquer et de nos propres réflexions, le rapport contient un certain nombre de propositions pour que le régime climatique post-2020 remplisse son rôle.

Je vous souhaite enfin une bonne après-midi, et suis certain que les regards croisés de chacun seront riches d'enseignement.

• Contact Presse

Centre d'analyse stratégique

Jean-Michel Roullé

Responsable de la communication

Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr